

# Les dons de livres sont-ils toujours les bienvenus ?

PAR AGNÈS BERGONZI

Répondant aux appels à dons émanant d'associations caritatives ou d'institutions culturelles, nous pensons œuvrer généreusement et nous envoyons nos livres dans des pays africains, qui en manqueraient cruellement. Est-ce si sûr ? Pourquoi les lecteurs africains, et notamment les enfants, auraient-ils besoin de livres occidentaux ? Comment les acteurs africains de la chaîne du livre perçoivent-ils ces envois massifs de livres édités au Nord ? Nos dons promeuvent-ils vraiment la lecture et les ambitions scolaires des jeunes ? Le point sur la question et les points de vue d'acteurs du livre.

↓

À Conakry, Guinée, en 2017, année durant laquelle la ville a été désignée capitale mondiale du livre © DR



## LE LIVRE, UNE DENRÉE RARE EN AFRIQUE

Pour quelles raisons historiques ce constat est-il bien ancré dans les raisonnements occidentaux ?

Le chercheur Raphaël Thierry, docteur en littératures comparées de l'université de Lorraine et de Yaoundé 1 a rappelé, dans un article récent<sup>1</sup>, la genèse de ce schéma mental. En 1961, « la conférence des États d'Afrique pour le développement de l'éducation a identifié les besoins en livres des différents pays : le constat général était que le nombre de producteurs de livres était insuffisant et qu'il était donc nécessaire de faire venir des livres étrangers pour satisfaire les besoins en éducation des jeunes du continent ». En parallèle, de nombreux pays africains, fraîchement indépendants, investissent dans le développement de leur économie culturelle.

« Dans les années 1970, l'édition africaine n'était peut-être pas un centre économique de niveau mondial mais elle était en plein essor. Les Nouvelles Éditions Africaines réunissaient le Sénégal, le Togo et la Côte d'Ivoire. Avec l'appui de l'Unesco, le Cameroun avait créé le Centre régional d'édition et de publication du livre africain, qui était une plaque tournante de production et de rencontres d'éditeurs pour développer des programmes de coédition, de promotion et de formation. Près de 200 éditeurs africains étaient représentés à la Foire du livre de Francfort en 1980 ! »

Pourquoi a-t-on parlé de « Famine du livre » à la fin des années 1980 ? À cette période, les secteurs culturels de nombreux pays subirent une grave crise financière liée aux différents plans d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Les États africains baissèrent considérablement leurs crédits en faveur du secteur du livre qui s'effondra dans plusieurs pays. En 1985, lors d'une rencontre organisée par l'International African Institut à Londres, émerge l'expression de « Famine du livre ».

Au sein du grand élan caritatif en faveur du continent africain durant la décennie 1980, des associations et organisations caritatives basées sur le don de livres sont créées comme Adiflor, Biblionef.

## UNE RÉALITÉ ÉCONOMIQUE INCONTOURNABLE

Depuis plus de trente ans, les dons constituent une réalité économique incontournable. Quels sont les acteurs et les modalités de cette chaîne du don ?

Actuellement, l'Afrique reçoit des millions d'ouvrages gratuits grâce à des politiques de coopération bilatérale (coopération française : Fonds de solidarité Prioritaire et projets de lecture publique), grâce à des politiques multilatérales (Fonds Européens de Développement depuis les accords Afrique-Caraïbe-Pacifique signés à Cotonou en 2000), grâce à l'engagement d'institutions publiques telles que l'Unesco, l'Organisation Internationale de la Francophonie, la Bibliothèque nationale de France.

**Près de 200 éditeurs africains étaient représentés à la Foire du livre de Francfort en 1980 !**

**Si les relations entre professionnels locaux et donateurs sont concertées le don raisonné peut être partie intégrante d'un marché du livre.**

En parallèle, œuvrent des ONG de taille diverse : Biblionef, Adiflor, Bibliothèques sans Frontières par exemple, et des associations caritatives ou communautaires, des fondations, des missions religieuses, des particuliers.

Cette multitude d'organismes est appelée « la chaîne du don » par Taina Ternoven<sup>2</sup>. Ils interviennent selon des logiques et des modalités très différentes : de la malle de livres à un accompagnement de structures de lecture publique, de la distribution gratuite dans les écoles à la constitution de fonds documentaires en passant par une braderie de livres à l'image de la Foire humanitaire du livre de Yaoundé.

Une analyse radicale : le don étouffe l'édition africaine.

Ancienne libraire, devenue auteure et fondatrice en 2004 des Éditions Jeunes Malgaches, Marie-Michèle Raza<sup>3</sup> pense que « les dons de livres handicapent le développement de l'édition et de la lecture dans son pays. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : un seul hôtel de tourisme peut recevoir jusqu'à 4 000 livres gratuits par an grâce aux voyageurs « solidaires » tandis qu'un livre édité à Madagascar est tiré à 500 exemplaires en moyenne. Plus grave, 83 % de la population ne parle que malagasy et, à force de dons, la population pense qu'un livre ne s'achète pas ».

Autre pays, autre exemple. En 2017, une convention de partenariat a été signée entre le ministère de la Culture de la Côte d'Ivoire, la société Electre et le Syndicat national de l'édition, portant sur le don de 15 000 livres à destination des bibliothèques nationales ivoiriennes. Ces dons portaient sur trois domaines : la littérature générale, la littérature jeunesse et les sciences humaines. L'objectif était de recycler une partie des exemplaires envoyés par les éditeurs à Electre. Cet accord a provoqué un fort rejet des libraires et éditeurs ivoiriens. Finalement, le ministre de la Culture a conclu : « par respect de la chaîne du livre en Côte d'Ivoire, nous avons préféré mettre un terme à cet accord, avant qu'il ne se concrétise ».

Comme le résume Laurence Hugues, directrice de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, « le don de livres réduit la bibliodiversité » lorsque les flux de dons sont supérieurs aux productions éditoriales locales.

Une analyse alternative : si les relations entre professionnels locaux et donateurs sont concertées le don raisonné peut être partie intégrante d'un marché du livre.

Les projets de coopération raisonnée franco-africains ont perduré pendant trente ans au Mali, comme le relate Fatogoma Diakit<sup>4</sup> dans un entretien recueilli par Viviana Quiñones pour la revue *Takam Tikou*<sup>4</sup>.

« L'Opération Lecture Publique », initiée au Mali en 1977, a permis de créer 46 bibliothèques de petites localités. Grâce à la coopération française, elles furent dotées chacune d'un fonds tout public, constitué d'un tiers de livres pour enfants, un tiers de romans et un dernier tiers de documentaires. « Vers 1997-1998, pour développer une culture du livre au Mali, [...] m'est venue l'idée d'un autre projet, que l'on a appelé "Appui à la filière du livre au Mali" (AFLAM) - un peu comme la "filière coton" », du producteur jusqu'au consommateur... Les missions se déclinaient en trois composantes : lecture publique,



↑  
Dans une librairie éphémère au Palais de la culture d'Abidjan,  
le 19 mai 2019. ISSOUF SANOGO/AFP.

↓  
BENIN  
[Natitingou4/livres-sans-frontieres.org/infos-medias/#](https://natitingou4.org/livres-sans-frontieres.org/infos-medias/#)



**« Il faut arrêter de dire que le don de livres perdure parce qu'il n'y a pas d'offre de livres en Afrique. Il existe au contraire une production remarquable, notamment en jeunesse. »**

bibliothèques scolaires et actions de formation et appui aux acteurs privés de la chaîne du livre et représentaient une enveloppe de 1,2 milliard de francs CFA (1,8 million d'euros)». Ce projet s'est arrêté brutalement en septembre 2007 quand les financements et l'accompagnement provenant de la coopération française se sont taris.

Dans d'autres pays, les approches «raisonnées» basées sur la prise en compte des demandes et des expertises endogènes se maintiennent, voire se développent. L'achat de livres in situ est une des modalités les plus soutenues, considéré comme un soutien aux éditeurs et libraires locaux. Comme l'affirme un libraire du Bénin : «Il faut arrêter de dire que le don de livres perdure parce qu'il n'y a pas d'offre de livres en Afrique. Il existe au contraire une production remarquable, notamment en jeunesse». Mais le secteur éditorial a besoin du soutien des pouvoirs publics africains, a besoin de l'aide raisonnée des éditeurs occidentaux pour améliorer leur diffusion et leur distribution.

« Sans renoncer aux dons totalement pour ne pas priver des lecteurs, la réflexion doit porter sur des apports précis complémentaires à la production locale comme par exemple l'édition universitaire spécifique. »

Jérémy Lachal, directeur de BSF, explique que le don de livres n'est «qu'un moyen pour créer des bibliothèques vecteurs de diffusion de la culture, mais aussi acteurs économiques de la chaîne locale du livre». Il précise également que pour «chaque don de livres, on achète pour des sommes équivalentes des livres auprès d'éditeurs locaux».

Une analyse excentrée : le don intervient dans le développement de la lecture et ne concerne pas l'économie du livre.

Cette position est surtout adoptée par les partenaires d'opérateurs institutionnels de la coopération internationale et de certaines ONG qui revendiquent le don comme contribution au développement des pays concernés. «Confrontés au dénuement des enfants, pour améliorer leurs conditions d'éducation, je tiens à faire profiter aux enfants du monde entier des très beaux livres jeunesse de l'édition française qui leur permettront de développer leur curiosité, de jouer, de se consoler... C'est universel ! » explique Dominique Pace, directrice de Biblionef.

En 2016, une action exemplaire de cette démarche fut le don par la BnF de plus de 20 000 livres issus des collections du CNLJ à l'une de ses homologues africaines, la Bibliothèque nationale de Côte d'Ivoire (BNCI). Pillée et incendiée, cette dernière se relevait très progressivement après les troubles politiques consécutifs à l'élection présidentielle contestée de 2010. La BNCI, qui accorde une grande place à la jeunesse dans sa politique de démocratisation culturelle, projette, à présent, la création d'un centre régional sur le modèle du CNLJ<sup>5</sup>.

## UN CAS À PART : LES MANUELS SCOLAIRES

Les élèves africains ne disposent que d'un manuel pour trois ou cinq élèves, selon le directeur général d'Hachette international, qui détient 85 % du marché de l'édition scolaire en Afrique francophone. Hormis de rares pays comme le Cameroun et la Côte d'Ivoire où l'achat des manuels est réalisé par les familles, les Etats africains n'ont pas les moyens de commander en quantité suffisante des manuels dont l'édition dépend très souvent de la Banque mondiale, parfois de la Banque africaine de développement ou des aides bilatérales. Pour combler cette pénurie, certains établissements scolaires ont recours aux dons de manuels occidentaux.

Cette pratique engendre des difficultés conséquentes pour de nombreux élèves des pays africains.

La première difficulté est d'ordre linguistique. Ces manuels sont rédigés en français, langue de communication en Afrique, mais rarement langue maternelle pour les élèves<sup>6</sup>. Or, de nombreuses études démontrent que les enfants apprennent d'autant mieux une langue étrangère qu'ils ont commencé leur scolarité dans leur langue maternelle.

La deuxième difficulté est d'ordre pédagogique. Ces livres élaborés pour correspondre à des programmes scolaires occidentaux ne correspondent nullement aux programmes définis par chaque pays africain.

La troisième difficulté est d'ordre culturel. Si les ancêtres des élèves africains ne sont plus les Gaulois, ces manuels scolaires reflètent une réalité qui ne correspond absolument pas à la vie des jeunes (photos du pays, exemples de la vie quotidienne, vocabulaire utilisé fréquemment, prénoms usités...).

Ajoutons que moralement, l'idée qu'un ouvrage, obsolète pour nos élèves puisse ne pas l'être pour les élèves africains, est difficilement acceptable !

La question des manuels scolaires démontre bien que la problématique du don relève, en fait, du déséquilibre des relations Nord/Sud.

Pour conclure, continuons à soutenir l'essor de la création éditoriale de qualité en Afrique, à encourager les programmes de développement de la lecture — notamment en direction des publics jeunes — qui sachent inclure tous les professionnels des chaînes locales du livre et surtout, qui inscrivent leurs partenariats dans la réciprocité et le long terme. ●

**Ces livres élaborés pour correspondre à des programmes scolaires occidentaux ne correspondent nullement aux programmes définis par chaque pays africain.**

---

1. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/26/Kidi-Bebey/attention-donner-des-livres-a-l-afrique-nuit-gravement-a-sa-sante-editoriale\\_5291099\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/26/Kidi-Bebey/attention-donner-des-livres-a-l-afrique-nuit-gravement-a-sa-sante-editoriale_5291099_3212.html)

2. Taina Tervonen : « La chaîne du don », *Africultures*, 2003/4 (n° 57), p. 34-37.

3. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/26/Kidi-Bebey/attention-donner-des-livres-a-l-afrique-nuit-gravement-a-sa-sante-editoriale\\_5291099\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/26/Kidi-Bebey/attention-donner-des-livres-a-l-afrique-nuit-gravement-a-sa-sante-editoriale_5291099_3212.html)

4. Fatogoma Diakitè : « D'un projet de coopération à un Centre de la lecture publique ». Entretien recueilli par Viviana Quiñones, *Takam Tikou*, 2010.

5. Franck Hurinville et Jacques Vidal-Naquet : « Deuxième vie (don pour la BN de Côte d'Ivoire) », *Chroniques de la BnF*, n° 75 (janvier-mars 2016).

6. Voir sur ce sujet, p.112, l'article de Musanji Ngalasso-Mwatha « Des langues et des livres ».

---